

WEEKLY UPDATE

Frapper (encore) un grand coup

Les actifs de la zone euro ont été très demandés ces trois dernières semaines. L'indice boursier Euro STOXX 50 s'est inscrit en hausse de pratiquement 18%, tandis que l'euro s'est apprécié de près de 5% face au dollar. Comment s'explique cette période de surperformance exceptionnelle dans la zone euro ? Et peut-elle durer ?

Les principaux catalyseurs du rebond ont été : 1) l'assouplissement progressif des mesures de confinement liées au coronavirus, le nombre de nouveaux cas confirmés ayant continué de baisser, 2) une légère amélioration des enquêtes de confiance des chefs d'entreprise, comme les indices des directeurs d'achat (PMI), 3) la proposition par la Commission européenne d'un fonds de relance européen de 750 Md€, 4) le nouveau plan de relance de l'Allemagne de 130 Md€, et 5) la toute dernière hausse des achats d'actifs par la Banque centrale européenne (BCE).

Le nouveau plan allemand a été annoncé mercredi et vient compléter le précédent plan d'aide de 250 Md€ et les 1 200 Md€ supplémentaires de garanties de prêts, d'impôts différés, etc., portant la valeur totale des programmes à environ 49% du PIB allemand. Le nouveau programme est davantage axé sur des mesures de relance à long terme que son prédécesseur qui visait à soutenir les entreprises et les particuliers tout au long de la crise, au travers de mesures comme le dispositif de chômage partiel Kurzarbeit (qui concerne 18% de la population active totale). Le plan de cette semaine comprend une baisse de la TVA de 19% à 16% jusqu'en décembre, des investissements dans de nouvelles technologies sources de croissance (numérique, énergies renouvelables et véhicules électriques, par exemple), un paiement de 300 € par enfant et une poursuite des programmes de transition pour les entreprises. Il s'agit globalement d'un train de mesures extraordinaires pour un gouvernement présumé conservateur sur les questions fiscales.

Les économistes de la BCE ont revu leurs prévisions économiques à la baisse. Ils tablent désormais sur une contraction du PIB de la zone euro de -8,7% cette année, suivie de hausses de +5,2% et de +3,3% en 2021 et 2022. L'économie de la zone euro ne devrait donc pas revenir aux niveaux de fin 2019 avant fin 2022. Par ailleurs, l'inflation devrait rester inférieure à 1% jusqu'en 2022, bien en deçà de l'objectif de 2% de la banque centrale.

Des perspectives aussi désastreuses ont imposé un ajustement de la politique monétaire, qui s'est présenté, comme prévu, sous la forme d'une hausse de 600 Md€ du Programme d'achat d'urgence pandémique (« Pandemic Emergency Purchase Programme », PEPP) à 1 350 Md€, une prolongation de son calendrier de six mois à juin 2021 et l'annonce d'une poursuite du réinvestissement des obligations arrivant à échéance au moins jusqu'en décembre 2022. La BCE a déjà acheté 235 Md€ dans le cadre du PEPP. Il lui restera donc 1 115 Md€ à acheter sur les 13 prochains mois. Si nous incluons tous les autres programmes de la BCE, le rythme mensuel moyen des achats s'élèvera à 120 Md€ en 2020 et 106 Md€ l'année prochaine, un rythme moins soutenu que celui de 150 Md€ observé en mai, mais supérieur aux 80 Md€ par mois d'achats réalisés par la BCE durant la crise de la zone euro.

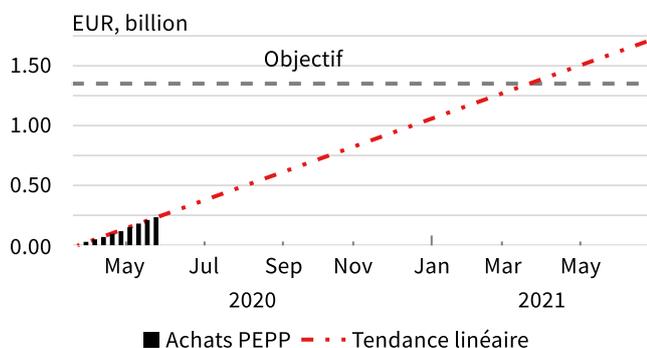
Si nous considérons que la BCE continuera d'orienter les trois-quarts de ces achats planifiés vers les obligations d'Etat, cela signifie que le total des achats réalisés par la BCE s'élèvera à environ 1 460 Md€ en 2020 et 2021, un montant plus que suffisant pour couvrir les déficits budgétaires anticipés des membres de la zone euro de 1 366 Md€. Par ailleurs, en s'engageant à réinvestir le produit des obligations arrivant à échéance, la BCE neutralisera une large part du coût de financement de la charge de la dette supplémentaire des gouvernements pendant au moins trois ans, puisqu'elle reverse habituellement une grande partie du revenu du coupon perçu sur ses avoirs aux Trésors nationaux.

Les annonces faites cette semaine ont entraîné un net assouplissement des conditions financières dans la zone euro. Par exemple, le différentiel de rendement entre les obligations d'Etat à 10 ans émises par l'Allemagne et l'Italie s'est resserré de 17 pb à 174 pb hier, bien en deçà du niveau de 280 pb observé avant le lancement du PEPP en mars. En outre, l'euro s'est encore apprécié de 0,9% face à l'USD.

Conclusion. L'action décisive de l'Allemagne et de la BCE cette semaine a encore renforcé l'appétit pour le risque en faveur des actifs de la zone euro. Le contexte économique reste toutefois désastreux, impliquant des difficultés persistantes pour les entreprises. Par ailleurs, l'UE doit encore surmonter les menaces de veto proférées par les « Quatre Frugaux » (les Pays-Bas, l'Autriche, le Danemark et la Suède) à l'encontre du fonds de relance lors du sommet du Conseil européen qui se tiendra les 18 et 19 juin. Il est peut-être encore trop tôt pour surpondérer la région.

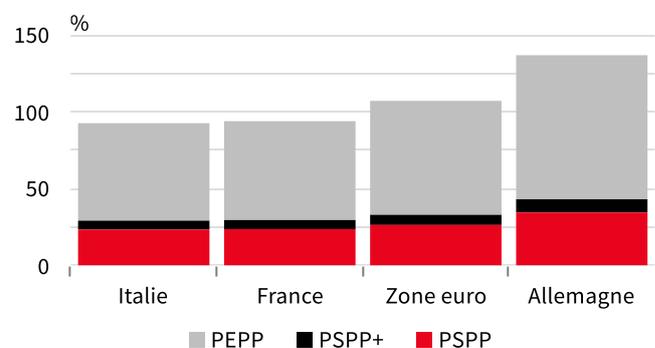
Ajustement de la politique monétaire (PEPP)

Programme PEPP, avoirs en euros de la BCE



Achats potentiels de la BCE en 2020-2021

En % des déficits budgétaires prévus pour 2020-2021



Sources : SGPB, Macrobond, données au 05/06/2020

Sources : SGPB, Macrobond, Gavekal, données au 05/06/2020

Les performances passées ne préjugent pas des rendements futurs. Toutes les données proviennent de Bloomberg et de Macrobond (05/06/2020). Conformément à la réglementation en vigueur, nous informons le lecteur que ce document est qualifié de document à caractère promotionnel. CA016/H1/2020

NOS COMMENTAIRES MACRO ECONOMIQUES

Cette semaine et la semaine prochaine

ZONE EURO

- L'indice PMI (final) du secteur manufacturier s'est établi à 39,4 en mai, après 33,4 en avril, laissant entendre que l'activité économique redémarre progressivement. L'indice PMI des services a progressé de 12 en avril à 30,5 en mai.
- Le taux de chômage est ressorti à 7,3% en avril, en hausse par rapport aux 7,1% enregistrés en mars, et devrait continuer de se détériorer.
- Les ventes au détail ont chuté de 19,6% en g.a. en avril, après une baisse de -8,8% en mars, illustrant l'ampleur des dégâts provoqués par le confinement.
- La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu les taux de dépôt à -0,5% lors de sa dernière réunion.

ROYAUME-UNI

- L'indice PMI (final) du secteur manufacturier s'est établi à 40,7 en mai, après 32,6 en avril, laissant entrevoir une stabilisation de l'activité économique. L'indice PMI des services a augmenté à 29 en mai, après 13,4 précédemment.
- D'après Nationwide, les prix de l'immobilier ont reculé de 1,7% en g.m. en mai. Il s'agit de la baisse mensuelle la plus importante depuis 11 ans. Sur une base annuelle, les prix de l'immobilier ont augmenté de 1,8% en mai, en comparaison d'une hausse de +3,7% en avril, alors que la crise du coronavirus a pesé sur l'activité du marché.



Principaux événements de la semaine prochaine

		Pér.	Préc.	Cons.
8 juin	Indice du sentiment des investisseurs Sentix	Juin	-41.8	-22.5
12 juin	Production industrielle en g.a.	Avril	-12.9%	-27.5%



Principaux événements de la semaine prochaine

		Pér.	Préc.	Cons.
12 juin	Croissance du PIB 3m/3m	Avril	-2.0%	-9.8%
12 juin	Production industrielle en g.a.	Avril	-8.2%	-19.3%

ÉTATS-UNIS

- L'indice PMI ISM du secteur manufacturier est ressorti à 43,1 en mai, après 41,5 en avril. D'après Markit, l'indice PMI du secteur manufacturier a augmenté de 36,1 à 39,8.
- Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont atteint 1,9 million pour la semaine se terminant le 29 mai, portant le nombre total sur 11 semaines à près de 43 millions.
- Les dépenses dans les projets de construction aux Etats-Unis ont baissé de 2,9% en avril, le coronavirus ayant ébranlé l'ensemble de l'économie.
- Le taux de chômage a baissé à 13.3% en mai, après 14,7% en avril.

ASIE & PAYS ÉMERGENTS

- En Chine, l'indice PMI Caixin du secteur manufacturier a augmenté de 49,4 en avril à 50,7 en mai. L'indice PMI des services a progressé de 44,4 à 55,0. Les deux indices PMI sont repassés en zone d'expansion.
- Au Japon, les dépenses d'investissement (CAPEX) ont augmenté de 4,3% en g.a. au T1, après une baisse de -3,5% au T4 2019, mais les données ont été collectées avant la crise du coronavirus. D'autre part, les dépenses des ménages se sont contractées de -6,2% en g.m. en avril, après une baisse de -4,0% en mars.



Événements clés de la semaine prochaine

		Pér.	Préc.	Cons.
10 juin	Taux d'inflation en g.a.	Mai	0.3%	0.3%
12 juin	Indice de confiance de l'Univ. du Michigan	Juin	72.3	75.0



Événements clés de la semaine prochaine

		Pér.	Préc.	Cons.
8 juin	Japon : PIB révisé en g.t.	T1	-0.9%	-0.5%
10 juin	Chine : taux d'inflation en g.a.	Mai	3.3%	2.7%

Sources : Datastream, Bloomberg, 05 juin 2020. Note : en g.a. = en glissement annuel ; en g.t. = en glissement trimestriel ; en g.m. = en glissement mensuel ; P = chiffres préliminaires ; A = chiffres avancés ; F = chiffres finaux, corrigés des variations saisonnières. PMI = Indice des directeurs d'achat.

Nos objectifs à 3 mois sur les devises et matières premières

	Clôture (jeudi)	Objectif 3 mois
EUR/USD	1.13	1.13
GBP/USD	1.26	1.27
EUR/CHF	1.08	1.08
USD/JPY	109.1	110.0
Brent	\$40.1	\$37
Or (once)	\$1712	\$1725

Nos changements d'objectif cette semaine.

Les prévisions ne constituent pas un indicateur fiable des résultats futurs.

PERFORMANCE DES MARCHES

Taux monétaires						Obligations souveraines *					
	Clôture préc.	1 sem.	3 mois	Début d'année	12 mois		1 sem.	3 mois	Début d'année	12 mois	
EONIA (EUR)	-0,46 %	0 pb →	0 pb	-10 pb	-10 pb	Etats-Unis (3-7 ans)	-0,3 % ↓	1,7 %	6,3 %	8,4 %	
Euribor 3 mois (EUR)	-0,35 %	-6 pb ↓	12 pb	-4 pb	-3 pb	Royaume-Uni (3-7 ans)	-0,2 % ↓	0,8 %	2,6 %	2,9 %	
Libor 3 mois (USD)	0,32 %	-3 pb ↓	-68 pb	-249 pb	-216 pb	Allemagne (3-7 ans)	-0,2 % ↓	-1,4 %	0,1 %	-0,8 %	
Libor 3 mois (GBP)	0,23 %	-1 pb →	-27 pb	-68 pb	-56 pb	Japon (3-7 ans)	-0,2 % ↓	-0,8 %	-0,1 %	-0,6 %	
Oblig. d'Etat 10 ans américaines	0,82 %	12 pb ↑	-17 pb	-187 pb	-130 pb						
Oblig. d'Etat 10 ans allemandes	-0,32 %	10 pb ↑	31 pb	-57 pb	-12 pb	Actions *					
Oblig. d'Etat 10 ans françaises	-0,01 %	5 pb ↑	31 pb	-72 pb	-20 pb		Clôture préc.	1 sem.	3 mois	Début d'année	12 mois
Oblig. d'Etat 10 ans britanniques	0,31 %	10 pb ↑	-6 pb	-96 pb	-60 pb	MSCI AC World	528	3,7 % ↑	-0,8 %	-5,6 %	8,3 %
						Eurostoxx 50	3 262	5,5 % ↑	-3,5 %	-11,6 %	0,1 %
						DAX	12 431	5,5 % ↑	2,5 %	-6,2 %	3,8 %
						CAC 40	5 012	5,1 % ↑	-7,3 %	-15,1 %	-3,0 %
						S&P 500	3 112	2,8 % ↑	0,0 %	-2,8 %	13,3 %
						FTSE 100	6 341	2,0 % ↑	-6,3 %	-14,7 %	-8,7 %
						SMI	10 076	1,5 % ↑	0,9 %	-2,0 %	8,5 %
						Topix	1 604	1,7 % ↑	8,1 %	-5,6 %	9,8 %
						IBOV Brazil	93 829	7,9 % ↑	-12,5 %	-18,9 %	-3,7 %
						MICEX Russia *	2 766	-0,5 % ↓	-2,2 %	17,3 %	2,2 %
						MSCI EM	989	7,0 % ↑	-4,1 %	-10,5 %	1,3 %
						SENSEX 30 India	33 981	5,7 % ↑	-11,3 %	-17,3 %	-14,2 %
						Hang Seng (H-K)	24 366	5,8 % ↑	-6,4 %	-12,6 %	-6,0 %
						Shanghai Composite	2 919	2,6 % ↑	-3,1 %	17,1 %	2,0 %
Crédit						Matières premières					
		1 sem.	3 mois	Début d'année	12 mois		Clôture préc.	1 sem.	3 mois	Début d'année	12 mois
BAML EURO Corp. IG		0,75 % ↑	-2,9 %	4,2 %	0,4 %	Pétrole (Brent)	\$40,1	13,7 % ↑	-22,6 %	-24,5 %	-35,2 %
BAML EURO Corp HY		2,07 % ↑	-4,2 %	5,7 %	0,4 %	Or	\$1 712	-0,6 % ↓	4,4 %	33,6 %	29,6 %
BAML GBP Corp IG		0,27 % ↑	-1,1 %	13,5 %	7,1 %	Cuivre	\$5 512	3,9 % ↑	-2,7 %	-7,3 %	-5,8 %
BAML US IG		0,52 % ↑	-1,6 %	17,4 %	9,5 %						
BAML US HY		2,15 % ↑	-3,6 %	10,3 %	2,2 %						
BAML Global EM Sov. External Plus		2,53 % ↑	-7,0 %	7,1 %	0,6 %						
Taux de change											
	Clôture préc.	1 sem.	3 mois	Début d'année	12 mois						
EUR/USD	1,13	2,4 % ↑	1,8 %	-1,2 %	0,8 %						
EUR/CHF	1,08	1,4 % ↑	1,7 %	-3,8 %	-3,0 %						
GBP/USD	1,26	2,2 % ↑	-2,1 %	-1,3 %	-0,8 %						
USD/JPY	109,1	1,4 % ↑	1,5 %	-0,4 %	0,9 %						
USD/BRL	5,12	-5,3 % ↓	11,7 %	31,9 %	32,8 %						
USD/CNY	7,11	-0,5 % ↓	2,7 %	3,4 %	2,9 %						
USD/RUB	69,1	-1,9 % ↓	4,4 %	-0,8 %	6,1 %						

Source : Datastream, au 05 juin 2020.

1 sem. = variation sur 1 semaine, 3 mois = variation sur 3 mois, 12 mois = variation sur 12 mois, Sur l'année = variation depuis le début de l'année, 12 mois = variation en glissement annuel, BAML = Bank of America Merrill Lynch, JPM = JP Morgan, IG = Investment Grade, EM = marchés émergents. * Rendement lié au cours pour l'indice boursier MICEX. Actions ; rendement total en devise locale. Obligations souveraines = rendement à 3-7 ans. Les chiffres sont arrondis.

AVERTISSEMENTS IMPORTANTS

Société Générale Private Banking est la ligne métier du Groupe Société Générale opérant à travers son siège au sein de Société Générale S.A. et son réseau (départements ou entités juridiques distinctes (succursales ou filiales)), localisé sur les territoires mentionnés ci-après, agissant sous les marques « Société Générale Private Banking » et « Kleinwort Hambros », et distributeurs du présent document.

Objet du document

Ce document est établi par des experts de Groupe Société Générale et plus particulièrement de la ligne métier Société Générale Private Banking, afin de vous permettre de bénéficier d'une information sur un certain nombre de données financières et économiques. Les noms et fonctions des personnes ayant préparé ce document sont indiqués dans les premières pages du document.

La présente recommandation générale d'investissement à caractère promotionnel n'a pas été élaborée conformément aux dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières, et le prestataire de services d'investissement n'est pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

La lecture de ce document requiert que vous disposiez des compétences et de l'expertise nécessaires pour comprendre les marchés financiers et pour maîtriser l'information financière et économique qu'elle contient. Si tel n'est pas le cas, nous vous remercions de bien vouloir prendre contact avec votre conseiller privé, afin que vous ne soyez plus destinataire de ce document. A défaut d'une telle démarche, nous considérerons que vous disposez de toutes les compétences nécessaires à la compréhension du document.

Nous vous précisons que le contenu de ce document correspond à une simple information destinée à vous aider dans vos décisions d'investissement ou de désinvestissement, et qu'il ne constitue pas une recommandation personnalisée. Vous conservez la responsabilité de la gestion de vos actifs, et la liberté de vos décisions d'investissement.

En outre, le document peut le cas échéant mentionner des classes d'actifs qui peuvent ne pas être autorisées/commercialisables dans certains pays, et/ou qui peuvent être réservées qu'à une certaine catégorie d'investisseurs. En conséquence, dans l'hypothèse où vous souhaiteriez procéder à un investissement, selon le cas et la législation applicable, votre conseiller au sein de l'entité Société Générale Private Banking dont vous êtes client vérifiera si vous êtes éligible à cet investissement et si cet investissement correspond à votre profil d'investisseur.

Dans l'éventualité où vous ne souhaiteriez plus recevoir ce document, nous vous remercions d'en informer par écrit votre conseiller afin qu'il prenne les mesures nécessaires.

Conflit d'Intérêts

Ce document contient les avis des experts de Société Générale Private Banking. Les opérateurs de marché de Société Générale peuvent effectuer des transactions, ou ont effectué des transactions, sur la base des avis et études de ces experts. De plus, les experts Société Générale Private Banking sont rémunérés, en partie, en fonction de la qualité et de la précision de leurs études, des commentaires des clients, des revenus de l'entité Société Générale Private Banking qui les emploie, et de facteurs concurrentiels.

En règle générale, les sociétés du Groupe Société Générale peuvent être teneur de marché, effectuer des transactions concernant les titres auxquels il est fait référence dans ce document, et peuvent fournir des services bancaires aux sociétés mentionnées dans ce document, ainsi qu'à leurs filiales. Les sociétés du Groupe Société Générale, peuvent, de temps à autre, réaliser des transactions, générer des profits, détenir des titres ou agir comme conseiller, courtier ou banquier en lien avec ces titres, ou des dérivés de ces titres, ou en lien avec les classes d'actifs mentionnées dans ce document.

Les sociétés du Groupe Société Générale peuvent être représentées au conseil de surveillance ou d'administration de ces sociétés.

Les employés du Groupe Société Générale, ou les personnes ou entités qui leur sont liées, peuvent, de temps à autre, détenir une position dans un titre ou une classe d'actifs mentionné(e) dans ce document.

Les sociétés du Groupe Société Générale peuvent acquérir ou liquider, de temps à autre, des positions dans les titres, ou actifs sous-jacent (y compris leurs dérivés) mentionnés dans ce document, ou dans tout autre actif le cas échéant, et par conséquent tout rendement pour un investisseur potentiel peut en être directement ou indirectement affecté.

Les sociétés du Groupe Société Générale n'ont aucune obligation de divulguer ou de prendre en compte ce document dans le cadre de conseil ou de transactions avec un client ou au nom d'un client.

Par ailleurs, les sociétés du Groupe Société Générale peuvent émettre d'autres études qui ne sont pas alignées, ou dont les conclusions diffèrent des informations présentées dans ce document, et n'ont aucune obligation de s'assurer que de telles autres études sont portées à la connaissance de tout récipiendaire du présent document.

Le Groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. A cet effet, les entités Société Générale Private Banking ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts. Pour plus de détails, les clients de Société Générale Private Banking peuvent se reporter à la politique de gestion des conflits d'intérêts qui leur a été remise par l'entité Société Générale Private Banking dont ils sont clients.

Avertissement d'ordre général

Le présent document de nature informative, sujet à modification, est communiqué à titre purement indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

Le contenu de ce document n'est pas destiné à fournir un conseil en investissement ni un quelconque autre service d'investissement, et ne constitue, de la part d'aucune entité de Société Générale Private Banking, ni une offre, ni une recommandation personnalisée, ni un conseil, en vue d'un investissement dans les classes d'actifs mentionnées.

Certaines classes d'actifs citées peuvent présenter divers risques, impliquer une perte potentielle de la totalité du montant investi voire une perte potentielle illimitée, et n'être en conséquence réservées qu'à une certaine catégorie d'investisseurs, et/ou adaptées qu'à des investisseurs avertis et éligibles à ces classes d'actifs. En outre, ces classes d'actifs doivent être conformes au Code de Conduite fiscale du Groupe Société Générale. En conséquence, avant de prendre une décision d'investissement, selon le cas et la législation applicable, l'investisseur potentiel sera interrogé par son conseiller privé au sein de l'entité Société Générale Private Banking dont il est client, afin de déterminer s'il est éligible à procéder à l'investissement envisagé, et si cet investissement est compatible avec son profil et ses objectifs d'investissement.

Le client est également tenu, avant tout investissement, de prendre contact avec ses conseillers externes habituels afin d'obtenir toutes les informations financières, juridiques et fiscales qui lui permettront d'apprécier les caractéristiques et les risques de l'investissement envisagé ainsi que la pertinence de la mise en œuvre des stratégies dont il est question dans le présent document, ainsi que son traitement fiscal, au regard de sa situation personnelle.

Tout investissement requiert au préalable de ce dernier la prise de connaissance, la compréhension et la signature de la documentation contractuelle et informative y afférente notamment sur les risques. L'investisseur potentiel ne doit pas baser sa décision d'investissement et/ou donner une instruction d'investissement uniquement sur la base de ce document. Tout investissement peut avoir des conséquences fiscales et aucune entité Société Générale Private Banking ne fournit de conseil fiscal. Le niveau d'imposition dépend des circonstances individuelles et les niveaux et assiettes d'imposition peuvent changer. En outre, le présent document n'a pas pour objet de fournir des conseils comptables, fiscaux ou juridiques et ne doit pas être utilisé à des fins comptables, fiscales ou juridiques. Des conseils indépendants doivent être sollicités le cas échéant.

L'investissement dans certaines classes d'actifs citées peut ne pas être autorisé dans certains pays ou peut être réservé qu'à une certaine catégorie d'investisseurs. Il est de la responsabilité de toute personne en possession de ce document de s'informer et de respecter les dispositions légales et réglementaires de la juridiction concernée. Ce document n'est en aucune manière destiné à être diffusé à une personne ou dans une juridiction pour laquelle une telle diffusion serait restreinte ou illégale. Il ne peut notamment être diffusé aux Etats-Unis, et ne peut être distribué, directement ou indirectement, sur le marché des Etats-Unis ou auprès d'une *US Person*.

Le prix et la valeur des investissements ainsi que les revenus qui en dérivent peuvent fluctuer, à la hausse comme à la baisse. Les variations de l'inflation, de taux d'intérêts et de taux de change peuvent avoir des effets négatifs sur la valeur, le prix et le revenu des investissements libellés dans une devise différente de celle du client. Les éventuelles simulations et exemples contenus dans ce document sont fournis à titre indicatif et à des fins d'illustration uniquement. La présente information peut être modifiée en fonction des fluctuations des marchés, et les informations et avis mentionnés dans ce document peuvent être amenés à évoluer. Aucune entité Société Générale Private Banking ne s'engage à actualiser ni à modifier le présent document, et n'assumera aucune responsabilité à cet égard. Le présent document a pour seul but d'informer les investisseurs, qui prendront leurs décisions d'investissement sans se fier uniquement à ce document. Aucune entité Société Générale Private Banking ne saurait être tenue pour responsable en cas de perte directe ou indirecte liée à un quelconque usage de ce document ou de son contenu. Aucune entité Société Générale Private Banking n'offre de garantie, expresse ou tacite, quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations ou quant à la rentabilité ou la performance de toute classe d'actifs, pays, marché.

Les données historiques utilisées et les informations et avis cités, proviennent ou sont notamment basées sur des sources externes que les entités Société Générale Private Banking considèrent fiables mais qu'elles n'ont pas vérifiées de manière indépendante. Les entités Société Générale Private Banking n'assumeront aucune responsabilité quant à l'exactitude, la pertinence et l'exhaustivité de ces données. Les informations sur les performances passées éventuellement reproduites ne garantissent en aucun cas les performances

futures et peuvent ne pas se reproduire. La valeur d'un investissement n'est pas garantie et la valorisation d'investissements peut fluctuer. Les prévisions concernant les performances futures sont basées sur des hypothèses qui peuvent ne pas se concrétiser.

Le présent document est confidentiel, destiné exclusivement à la personne à laquelle il est remis, et ne peut ni être communiqué ni porté à la connaissance de tiers (à l'exception des conseils externes et à condition qu'ils en respectent eux-mêmes la confidentialité), ni reproduit totalement ou partiellement, sans accord préalable et écrit de l'entité Société Générale Private Banking concernée.

Avertissements spécifiques par juridiction

France : Sauf indication contraire expresse, le présent document est publié et distribué par Société Générale, banque française autorisée et supervisée par l'*Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution*, sise 4, Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09, sous la supervision prudentielle de la *Banque Centrale Européenne* (« BCE »), et sous le contrôle de l'*Autorité des Marchés Financiers* (« AMF »). Société Générale est également enregistrée auprès de l'ORIAS en qualité d'intermédiaire en assurance sous le numéro 07 022 493 orias.fr. Société Générale est une société anonyme française au capital de 1 066 714 36,50EUR au 1^{er} août 2019, dont le siège social est situé 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris, et dont le numéro d'identification unique est 552 120 222 R.C.S. Paris. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <http://www.privatebanking.societegenerale.fr/>.

Luxembourg : Le présent document a été distribué au Luxembourg par Société Générale Bank & Trust (« SGBT »), société anonyme enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6061 et établissement de crédit autorisé et régi par la *Commission de Surveillance du Secteur Financier* (« CSSF »), sous la supervision prudentielle de la *Banque Centrale Européenne* (« BCE »), et dont le siège social est sis 11 avenue Emile Reuter – L 2420 Luxembourg. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.sgbt.lu. Aucune décision d'investissement quelle qu'elle soit ne pourrait résulter de la seule lecture de ce document. SGBT n'accepte aucune responsabilité quant à l'exactitude ou autre caractéristique des informations contenues dans ce document. SGBT n'accepte aucune responsabilité quant aux actions menées par le destinataire de ce document sur la seule base de ce dernier, et SGBT ne se présente pas comme fournissant des conseils, notamment en ce qui concerne les services d'investissement. Les opinions, points de vue et prévisions exprimés dans le présent document (y compris dans ses annexes) reflètent les opinions personnelles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas les opinions d'autres personnes ou de SGBT, sauf indication contraire. Ce document a été élaboré par Société Générale. La CSSF n'a procédé à aucune analyse, vérification ou aucun contrôle sur le contenu du présent document.

Monaco : Le présent document a été distribué à Monaco par Société Générale Private Banking (Monaco) S.A.M., sise 13, 15 Bd des Moulins, 98000 Monaco, Principauté de Monaco, régie par l'*Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution* et la *Commission de Contrôle des Activités Financières*. Les produits financiers commercialisés à Monaco peuvent être réservés à des investisseurs qualifiés conformément aux dispositions de la loi n° 1.339 du 07/09/2007 et de l'Ordonnance Souveraine n°1.285 du 10/09/2007. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.privatebanking.societegenerale.mc.

Suisse : Le présent document a été distribué en Suisse par Société Générale Private Banking (Suisse) SA (« SGPBS »), dont le siège se trouve à la rue du Rhône 8, CH-1204 Genève. SGPBS est une banque autorisée par l'*Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers* (« FINMA »). De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.privatebanking.societegenerale.ch. Ce document (i) ne fournit pas d'opinion ou de recommandation sur une société ou un titre particulier, ou (ii) a été préparé hors de Suisse pour le « Private Banking ». Par conséquent, les Directives de l'Association suisse des banquiers (ASB) sur l'indépendance de l'analyse financière ne s'appliquent pas à ce document. Ce document n'a pas été préparé par SGPBS. SGPBS n'a pas vérifié ni analysé de manière indépendante l'information contenue dans ce document. SGPBS ne supporte aucune responsabilité relative à l'actualité ou autre des informations contenues dans ce document. Les opinions, vues et prévisions exprimées dans ce document reflètent les vues personnelles de leur auteur et n'engagent pas la responsabilité de SGPBS. Ce document ne constitue pas un prospectus au sens des articles 652a et 1156 du Code suisse des obligations.

Le présent document est distribué par les entités suivantes du groupe Kleinwort Hambros sous la marque Kleinwort Hambros :

Royaume Uni : SG Kleinwort Hambros Bank Limited est autorisée par la *Prudential Regulation Authority* et réglementée par la *Financial Conduct Authority* et la *Prudential Regulation Authority*. Le numéro d'identification de la société est 119250. La société est immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro d'immatriculation d'entreprise 964058 et son siège social est situé au 5^{ème} étage, 8 St. James's Square, London, Angleterre, SW1Y 4JU.

Iles Anglo-Normandes : SG Kleinwort Hambros Bank (CI) Limited est réglementée par la *Jersey Financial Services Commission* (« JFSC ») pour les activités bancaires, d'investissement, de services monétaires et de services aux fonds. La société est constituée à Jersey sous le numéro d'immatriculation d'entreprise 2693, et son siège social est établi au PO Box 78, SG Hambros House, 18 Esplanade, St Helier, Jersey JE4 8PR. SG Kleinwort Hambros Bank (CI) Limited – Guernsey Branch est réglementée par la *Guernsey Financial Services Commission* (« GFSC ») pour les services bancaires, d'investissement et monétaires. Son adresse est située au PO Box 6, Hambro House, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY1 3AE. La société (succursale incluse) est aussi autorisée et réglementée par la *Financial Conduct Authority* (« FCA ») britannique en ce qui concerne les opérations hypothécaires réglementées au Royaume Uni. Le numéro de

référence de l'entreprise est le 310344. La société (succursale incluse) n'est pas autorisée ou réglementée par la *Financial Conduct Authority* britannique pour accepter les dépôts bancaires britanniques et n'est pas autorisée à détenir des dépôts au Royaume-Uni.

SG Kleinwort Hambros Trust Company (CI) Limited est réglementée par la *Jersey Financial Services Commission* pour la conduite des activités liées aux activités des entreprises trust et des fonds et par la *Guernsey Financial Services Commission* pour la poursuite des activités de services fiduciaires. La société est constituée à Jersey sous le numéro d'immatriculation d'entreprise numéro 4345 et son siège social est établi à SG Hambros House, PO BOX 197, 18 Esplanade, St Helier, Jersey, JE4 8RT. Son adresse à Guernesey est PO Box 86, Hambro House, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY1 3ED.

Ce document n'a pas été autorisé ou revu par la JFSC, la GFSC ou la FCA.

Gibraltar: SG Kleinwort Hambros Bank (Gibraltar) Limited est autorisée et réglementée par la *Gibraltar Financial Services Commission* pour ses activités bancaires, d'investissement et d'intermédiation en assurance et son numéro de référence d'entreprise est 419436. La société est immatriculée à Gibraltar sous le numéro d'immatriculation d'entreprise est 01294 et son siège social est situé Hambros House, 32 Line Wall Road, Gibraltar.

Kleinwort Hambros fait partie de la ligne métier « Société Générale Private Banking » dédiée à la gestion privée du groupe Société Générale. Société Générale est une banque française autorisée en France par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, sise 4, Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09, sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »). Elle est aussi autorisée par la *Prudential Regulation Authority* et supervisée par la *Financial Conduct Authority* et la *Prudential Regulation Authority*. De plus amples informations sur SGPB Hambros Group, incluant des informations complémentaires de nature légale et réglementaire, sont disponibles sur www.kleinworthambros.com
<http://www.privatebanking.societegenerale.com>.

© Copyright Groupe Société Générale 2020. Tous droits réservés. L'utilisation, la reproduction, la redistribution et la divulgation non autorisées de tout ou partie du présent document sont interdites sans le consentement préalable de Société Générale. Les symboles clés, Société Générale, Société Générale Private Banking et Kleinwort Hambros sont des marques déposées de Société Générale. Tous droits réservés.